

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 29 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANJOU BLEU COMMUNAUTE – Déchetterie et quai de transfert d'ordures ménagères de Saint Gemmes d'Andigné

Place du Port
BP 50148
49500 Segré-en-Anjou Bleu

Références : EC-2024-239-INSP-AnjouBleuCommunauté-Ste Gemmes d'Andigné-RAP
Code AIOT : 0006302460

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement ANJOU BLEU COMMUNAUTE implanté à L'Ebeaupinière, Ste Gemmes d'Andigné 49500 Segré-en-Anjou Bleu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le programme prévisionnel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANJOU BLEU COMMUNAUTE
- L'Ebeaupinière, Ste Gemmes d'Andigné 49500 Segré-en-Anjou Bleu
- Code AIOT : 0006302460
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Anjou Bleu Communauté a repris au SISTO la compétence collecte et traitement des déchets sur l'ensemble du territoire de Segré-en-Anjou Bleu depuis le 2 janvier 2022.

La déchetterie et le quai de transfert situés à Ste Gemmes d'Andigné est gérée sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mai 2011.

En raison des évolutions de la nomenclature des installations classées, cet établissement est visé par les rubriques 2710-1.a collecte de déchets dangereux et 2710-2.a collecte de déchets non dangereux sous le régime de l'autorisation.

Par application des dispositions de l'article L.513-1 du code de l'environnement, Anjou Bleu Communauté a fait valoir son droit de bénéfice de l'antériorité pour la poursuite de l'exploitation de ses sites.

Le préfet de Maine-et-Loire lui a donné acte du bénéfice de droits acquis, par récépissé du 18 juin 2013.

L'activité exercée sur la déchetterie consiste en la collecte de déchets apportés par les particuliers, artisans, commerçants et collectivités et le broyage des déchets verts. Le volume de déchets non dangereux susceptibles d'être présents est d'environ 2 010 m³ dont 1 700 m³ de déchets verts et la quantité de déchets dangereux est de l'ordre de 7 tonnes.

Deux agents de déchetterie sont présents pour l'exploitation de la déchetterie.

Un centre de transfert d'ordures ménagères (rubrique 2716) est présent au nord-ouest des installations de la déchetterie. Les 3 300 tonnes annuelles d'ordures ménagères du territoire d'Anjou Bleu Communauté sont regroupées au niveau du quai et transférées ensuite vers l'usine d'incinération de Lasse (49).

Une friche (herbe et bois) située au nord-ouest du centre de transfert est composée de dépôts de mâchefers issus de l'ancienne usine d'incinération des ordures ménagères fermée en 1994.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La déchetterie est bien tenue et l'ensemble est vaste et permet une bonne circulation des différents flux.

Les espaces sont bien délimités et le gestionnaire montre une intention d'exploiter au mieux cet établissement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Portée de l'autorisation et conditions générales	Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 1.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
4	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Gestion de l'établissement (suite VI du 4 avril 2017)	Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 2.8	Demande d'action corrective	2 mois
10	Protection des ressources en eaux (suite VI du 4 avril 2017)	Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 3.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 2.7	Sans objet
3	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
5	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8	Sans objet
6	Formation (suite VI du 4 avril 2017)	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26	Sans objet
7	Prévention des chutes et collisions (suite VI du 4 avril 2017)	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Sans objet
9	Gestion des déchets (suite VI du 4 avril 2017)	Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 2.11.1	Sans objet
11	Protection des ressources en eaux (suite VI du 4 avril 2017)	Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 3.1.5	Sans objet
12	Prévention des risques technologiques (suite VI du 4 avril 2017)	Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 5.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- positionner la cuve de récupération d'huile à l'abri des intempéries ;
- curer et nettoyer les deux bassins de rétentions d'eau, et vérifier leur étanchéité ;
- élaborer une procédure de manipulation de la vanne d'obturation du bassin de rétention ;
- transmettre une convention de déversement des eaux usées à jour.

Un Porter à connaissance est attendu avant le 31 octobre 2024 afin de mettre à jour la situation administrative de l'établissement (nouvelle rubrique 2794 et seuil de classement de toutes les rubriques).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 1.1.4			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature ICPE			
Prescription contrôlée :			
Rubriques	Quantités	Désignation	Classement
2710.1.a	7 tonnes	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets: 1) Collecte de déchets dangereux a) Supérieurs ou égale à 7 tonnes	A
2710.2.a	2 010 m ³ dont 1 700 m ³ de déchets verts	2) Collecte de déchets non dangereux a) supérieur ou égal à 600 m ³	A
2791.2	< 10 tonnes/jour	Installation de traitement de déchets non dangereux 2) inférieure à 10 t/j	DC
2716.2	150 m ³	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes. entre 100 et 1000 m ³	DC

Constats :

L'exploitant déclare à l'inspection des installations classées que :

- la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente sur site dépasse probablement la quantité autorisée par l'arrêté d'autorisation (7 tonnes) ;
- la quantité de déchets verts susceptibles d'être broyée en une journée est à vérifier, au regard de la nomenclature ;
- les quantités visées aux rubriques 2710.2.a et 2716.2 de l'arrêté d'autorisations sont conformes.

L'inspection des installations classées constate qu'il n'y a pas d'autres activités sur le site que celles déjà définies dans l'arrêté d'autorisation.

L'inspection des installations classées indique à l'exploitant qu'une rubrique spécifique (2794) au broyage des déchets végétaux non dangereux serait plus adaptée à l'activité du site.

L'inspection des installations classées rappelle que selon l'article 1.4.1 de son arrêté d'autorisation:
"Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation."

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre à la préfecture de Maine et Loire un dossier de porter à connaissance pour mettre à jour sa situation administrative (rubriques et quantités de déchets) vis-à-vis de son arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>L'exploitant veillera à ajouter notamment la nouvelle rubrique 2794 correspondant au broyage des déchets verts. Il mentionnera également la rubrique 2716 correspondant au quai de transfert des ordures ménagères</p> <p>Délai : le 31 octobre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 2 : Gestion de l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 2.7</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir un rapport annuel de son activité comportant les éléments décrits des points a à e ci-après. Ce rapport est transmis avant le 31 mars de l'année n + 1 pour l'année n à l'inspection des installations classées ainsi qu'au préfet.</p> <p>a) la nature, la quantité et la destination de chaque catégorie de déchets reçus et évacués sur la déchetterie ;</p> <p>b) les volumes ou les quantités de déchets verts stockés sur la plate-forme, les dates des opérations de broyage et les destinations des produits en vue de leur compostage avec les flux correspondants (en tonnage) ;</p> <p>c) les résultats des contrôles effectués sur les effluents aqueux et, le cas échéant, gazeux, avec éventuellement les commentaires sur les causes des écarts constatés avec les valeurs limites fixées dans le présent arrêté et les dispositions prises en conséquence ;</p> <p>d) s'il y a lieu, la description et les causes des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement des installations ;</p> <p>e) la présentation éventuelle des projets concernant les installations ;</p> <p>f) s'il y a lieu, la présentation des résultats de la campagne de mesure du bruit (point 4.1.3.3)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a envoyé le bilan annuel de la déchetterie de Ste Gemmes d'Andigné par courrier le 16 avril 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : Plan de défense contre l'incendie.L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.Il comprend au minimum : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
Constats : L'inspection des installations classées constate que : <ul style="list-style-type: none">• l'exploitant a rédigé une fiche "réflexe" en date du 20/06/2024, pour consigner les actions à mettre en œuvre en cas d'incendie au sein de l'exploitation ;• l'exploitant a élaboré un plan de situation. L'exploitant déclare qu'il doit compléter sa procédure et l'éprouver par des exercices.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
Prescription contrôlée : Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1 ^{er} juillet 2024.
Constats : L'exploitant déclare qu'un exercice incendie est programmé au second semestre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le compte rendu de l'exercice.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure en cas de défaut de tri
Prescription contrôlée : Procédure en cas de défaut de tri. Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2790 ou 2791 respectent les dispositions suivantes. I. - Une procédure permet d'identifier les éventuels déchets contenant des batteries au lithium résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Ces déchets sont refusés ou triés et traités. II. - Les zones susceptibles de contenir à la fois des déchets combustibles ou inflammables et des batteries au lithium issues d'un défaut de tri en amont de l'installation font l'objet de mesures de lutte contre l'incendie.
Constats : L'exploitant déclare qu'une réflexion est en cours mais qu'à ce jour rien n'est engagé faute de moyens humains. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la procédure comporte, en plus des moyens humains, des moyens organisationnels. <u>Cette procédure est applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Formation (suite VI du 4 avril 2017)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26
Thème(s) : Situation administrative, Plan de formation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie. L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée. L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment : <ul style="list-style-type: none">- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier ;- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;- les déchets et les filières de gestion des déchets ;- les moyens de protection et de prévention ;- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;- les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection des installations classées un plan de formation des 5 salariés pour les années 2019 à 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des chutes et collisions (suite VI du 4 avril 2017)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, circulation piétons
Prescription contrôlée : Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets. I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre-bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers. II. - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au

déchargement des déchets.
Constats : L'inspection des installations classées constate que des passages piétons ont été matérialisés sur le haut de quai de la déchetterie (voir photos).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion de l'établissement (suite VI du 4 avril 2017)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 2.8
Thème(s) : Situation administrative, Rétention des aires et locaux de travail
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des dispositifs de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau et du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement (rétention) et abrité des pluies. Les modalités de dimensionnement des rétentions associées au stockage de produits liquides dangereux ou polluants sont précisées à l'article 3.1.2. Ces dispositions s'appliquent notamment aux installations de stockage des déchets dangereux (déchets dangereux des ménages, huiles usagées ainsi que les emballages de ces produits vides où non, piles, batteries, DEEE...
Constats : L'inspection des installations classées constate que (voir photos) : - les huiles usagées sont collectées dans une cuve à huile ; - la cuve à huile est sur rétention et sous abris ; - la rétention est remplie, en partie (eau+huile) ; - l'ensemble cuve à huile + rétention est partiellement exposé à la pluie. L'exploitant déclare que la rétention n'a jamais été vidée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> • vider la rétention de la cuve à huile ; • déplacer l'ensemble cuve à huile/rétention à l'abri des intempéries ; • éventuellement protéger l'ensemble en fermant le côté exposé aux intempéries.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Gestion des déchets (suite VI du 4 avril 2017)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 2.11.1
Thème(s) : Situation administrative, Procédure - identification - registres d'entrée/sortie
Prescription contrôlée : Une procédure interne organise la collecte, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le mode d'élimination des déchets reçus et le cas échéant produits sur le site. .../...
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les registres des déchets entrants pour les années 2023 et 2024. L'exploitant a fait évacuer les boues et eaux hydrocarburées des débourbeurs le 23 novembre 2023 (BSD-20231113-ST24R7K3C et BSD-20231113-ZJYA73KS0).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection des ressources en eaux (suite VI du 4 avril 2017)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 3.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : .../... Les eaux de ruissellement de la plate-forme de déchets verts sont dirigées vers la station d'épuration communale après passage dans un dégrilleur, un décanteur dépollueur et un bassin tampon de 250 m ³ permettant de limiter le débit. Une convention de rejet est établie avec l'exploitant du réseau.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'arrêté n°2011-06 du 5 avril 2011, valable 10 ans autorisant le déversement des eaux usées industrielles ou assimilées dans le réseau d'assainissement des villes de Segré et Ste Gemmes d'Andigné. L'inspection constate que l'exploitant ne dispose pas de procédure de maniement de la vanne d'obturation des eaux du bassin de rétention en cas d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre une convention de déversement des eaux usées à jour, la convention transmise étant échue depuis le 5 avril 2021. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de formaliser une procédure pour l'obturation de la vanne permettant de condamner les eaux d'extinction d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Protection des ressources en eaux (suite VI du 4 avril 2017)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 3.1.5
Thème(s) : Situation administrative, Valeurs limites avant rejet
Prescription contrôlée : .../... L'exploitant s'assure de la conformité de ses rejets et effectue des mesures ou analyses réalisées avec une fréquence minimale d'une fois par an. .../...
Constats : Les analyses ont été faites les 20/04/2023, 27/06/2023, 10/08/2023, 9/11/2023. Les résultats sont conformes aux valeurs limites de rejets de l'Arrêté Préfectoral du 9 mai 2011.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention des risques technologiques (suite VI du 4 avril 2017)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2011, article 5.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les installations doivent être dotées de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'au moins deux poteaux incendie de 100 mm de diamètre (norme NFS 61.213) raccordé sur une canalisation assurant un débit de 1 000 litres par minute, sous une pression dynamique de 1bar, dont l'un est implanté à 20 mètres de l'aire de stockage de déchets verts. Ces appareils sont situés en bordure de la voie ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci et réceptionnés par l'installateur dès leur mise en eau (norme NFS 62.200 article 7); <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs répartis sur le site ,visibles, accessibles (en période d'ouverture) et appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés;• un extincteur à eau pulvérisée de 6 litres minimum par bâtiment et, le cas échéant, par un extincteur approprié dans les locaux à risques. Conformément aux normes NF EN 3.1 à 3.5 et DI97/23, ces appareils devront être facilement accessibles et maintenus en bon état de fonctionnement.• de moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. • L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour la mise à jour du plan d'urgence incendie en liaison avec les services d'incendie et de secours. Le matériel de secours doit être entretenu et vérifié au moins une fois par an par des personnes qualifiées
Constats : L'inspection des installations classées constate que 7 extincteurs ont été vérifiés le 5 octobre 2023 (2 extincteurs à eau, 3 extincteurs à poudre et 2 extincteurs CO ₂). Un poteau incendie est présent sur la plateforme, l'inspection des installations classées constate qu'il est à jour de son contrôle (05/10/2023). Le deuxième poteau incendie rue de l'échelette a été contrôlé le 19 octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Annexe : Photos de la déchetterie



Cuve d'huiles usagées et sa rétention remplie à environ 50 %



Marquages au sol pour la sécurité des piétons



Bassin de recueil des eaux du bas et du haut de quai de la déchetterie (à curer)

Bassin de recueil des eaux de la plateforme de déchets verts